

REGLEMENT INTERIEUR RESEAU REGIONAL DE CANCEROLOGIE DE RHONE-ALPES

PREAMBULE

Conformément à l'article 19-7 de l'avenant au Contrat Constitutif du GIP Réseau Régional de Cancérologie Rhône-Alpes, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 juin 2011, sur proposition du Conseil d'Administration lors de sa séance 21 avril 2011, a délibéré et arrêté le présent règlement intérieur relatif au fonctionnement du groupement.

OBJET

Le présent règlement intérieur est un document complémentaire à l'avenant au contrat Constitutif (cf. article 32), définissant l'objet et la réglementation du réseau, adopté par ses membres le 15 septembre 2009.

Ce règlement a pour objet de préciser les modalités de fonctionnement des instances et de l'équipe de coordination du Groupement d'Intérêt Public et de définir les différentes procédures applicables pour le bon déroulement des missions dévolues au RRC-RA. Il fait référence aux textes statutaires fondateurs et aux différents avenants modificatifs. Les procédures internes d'organisation de l'équipe de coordination, citées, sont référencées dans le HAND BOOK.

TITRE 1- LES MEMBRES DU GROUPEMENT

Conformément à l'article 5 de l'avenant au Contrat Constitutif et à l'article 2 de l'avenant modificatif, à l'issue de la campagne de l'ARH et après délivrance des autorisations auprès de l'ensemble des établissements de santé de la région Rhône-Alpes, les instances du GIP ont lancé des procédures d'adhésion de ces dites structures autorisées. A l'issue de celles-ci, les établissements autorisés ont adopté les avenants aux textes règlementaires du GIP, lors des instances constitutives du 15 septembre 2009.

La liste des membres du Groupement d'Intérêt Public du Réseau Régional de Cancérologie en Rhône-Alpes, au jour de l'approbation du présent règlement, est jointe en annexe.

TITRE 2 - LES INSTANCES DECISIONNELLES DU GROUPEMENT

CHAPITRE 2A - L'ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée Générale, conformément à l'article 19 de l'avenant au Contrat Constitutif du GIP RRC-RA et à l'article 4 de l'avenant modificatif est dotée des attributions suivantes :

- Les modifications du contrat et convention constitutive du groupement.
- L'adoption du règlement intérieur du groupement.
- La prorogation ou la dissolution anticipée du GIP ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation.

Les modalités pratiques de préparation des réunions sont détaillées dans l'annexe 1 (extrait du Handbook de la coordination).

CHAPITRE 2B - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration, conformément à l'article 20 de l'avenant au Contrat Constitutif du GIP RRC-RA et aux articles 5 et 6 de l'avenant modificatif est doté des attributions suivantes :

- Donne toute orientation pour le fonctionnement du groupement.
- Adopte le programme annuel d'activités.
- Adopte le budget.

- Fixe les règles de participation des membres aux charges de fonctionnement du groupement et notamment le montant de la cotisation annuelle des membres, les contributions des membres et l'évaluation financière des mises à disposition,
- Etabli le règlement intérieur du groupement,
- Choisi et met fin aux fonctions du Président du Conseil d'Administration du groupement.
- Valide la proposition de désignation du directeur du groupement faite par le Président du Conseil d'Administration.
- Institue sur tous les sujets techniques intéressant la vie du groupement des comités consultatifs, désigne leur objet et valide leur composition.
- Nomme et met fin aux fonctions des présidents et membres des comités consultatifs.
- Propose à l'Assemblée générale les modifications du contrat constitutif du groupement.
- Agrée les nouveaux membres et valide le retrait d'un membre.
- Propose à l'Assemblée générale ordinaire l'exclusion d'un membre.
- Propose à l'Assemblée générale ordinaire l'approbation des comptes,
- Autorise la conclusion de contrats dont le montant excède une somme déterminée par le Conseil d'administration.
- Autorise la conclusion de conventions de partenariat avec des structures extérieures au groupement conformément aux dispositions de l'article 9 du contrat constitutif.

Chaque administrateur s'accorde à reconnaître, qu'en égard à la nature essentiellement scientifique ou économique (finances des projets) des informations échangées, la plus stricte confidentialité est de rigueur et que le Conseil d'Administration entend placer ses délibérations dans le champ de l'article du Code Pénal, visant la violation du secret professionnel, et les sanctions y afférentes.

La violation de l'obligation, ci-dessus, entraînera l'application d'une procédure d'exclusion à l'encontre du membre fautif, sans préjudice de toutes autres actions en dommages et intérêts.

Concernant les modalités pratiques de préparation des réunions, celles-ci sont détaillées dans l'annexe 1 (extrait du Handbook de la coordination).

CHAPITRE 2C - LE BUREAU

Le Bureau, conformément à sa composition définie à l'article 20-3 de l'avenant au Contrat Constitutif du GIP RRC-RA, à son initiative ou à la demande d'un membre et/ou d'une instance décisionnelle, analyse, prépare et avalise tous les sujets devant être soumis à l'expertise et à l'approbation desdites instances. Le Bureau prépare les orientations et propose des objectifs et des moyens. Le Bureau suit les activités et le budget qui sont présentés annuellement aux instances décisionnelles.

Le Bureau se réunit mensuellement. Les modalités pratiques de préparation des réunions sont détaillées dans l'annexe 1 (extrait du Handbook de la coordination).

TITRE 3 - LES INSTANCES CONSULTATIVES

Conformément à l'article 22 de l'Avenant au Contrat Constitutif, à la demande soit du Président, soit du Directeur, soit du Bureau, le Conseil d'Administration examine la pertinence d'organiser soit un Comité Consultatif, soit un Comité scientifique ou tout autre comité stratégique suivant le sujet proposé. Il procède aux désignations des membres qui sont indifféremment choisis parmi les membres ou hors membres, et parmi les administrateurs ou hors administrateurs. Ces comités peuvent être circonstanciels ou permanents.

Le conseil consultatif du groupement, au jour de l'approbation du présent règlement, est le suivant :

CHAPITRE 3A - LE CONSEIL D'ORIENTATION STRATEGIQUE

Le Conseil d'Orientation Stratégique (cos) est une instance consultative, elle est saisie par le Conseil d'administration du réseau, elle rend compte de ses travaux à cette instance.

Le COS est composé en permanence de 10 à 15 personnes au plus, il pourra soit à la demande du CA, soit de sa propre initiative, inviter à sa réflexion des personnalités qualifiées en tant que de besoin.

Le COS doit pouvoir éclairer le Conseil d'administration en matière :

- D'orientations concernant la mise en œuvre concrète des missions du réseau telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur.
- De propositions d'actions et réponses du réseau concernant les attentes des patients de la région et les besoins exprimés par les professionnels.
- De propositions de méthodologie à même de rendre plus efficace les missions et actions du RRC-RA.
- De propositions de hiérarchisation des priorités de mise en œuvre des actions du RRC-RA, en particulier lorsque les besoins identifiés et les besoins exprimés par les adhérents, les actions à mener ou les demandes formulées par l'administration de santé dépassent les moyens impartis du réseau (ressources et/ou compétences).

Le Conseil d'Administration, au travers de son Bureau, saisira le COS et précisera les sujets et les questions précises concernant ces sujets qu'il souhaite voir traiter et approfondir par le COS. Le Conseil d'administration du réseau intègre dans sa réflexion, les résultats des travaux et les conseils du COS pour prendre ses décisions mais les propositions du COS ne s'imposent pas à lui.

Ces missions doivent se lire au regard des missions qui sont celles du RRC-RA telles qu'elles ont été définies dans le cadre du plan de mobilisation nationale contre le cancer 2003-2007, dans sa mesure 29.

L'équipe de direction/coordination du réseau organise sur le plan logistique les réunions et les travaux du COS, elle met à la disposition du COS les moyens pratiques (ressources, expertises, analyses et documentations).

TITRE 4 - LA PRESIDENCE

Outre les prérogatives qui lui sont dévolues, et conformément à l'article 20-2 de l'avenant au Contrat Constitutif du GIP RRC-RA, le Président suit les activités du GIP RRC-RA. Il est le garant de la bonne exécution des décisions prises par l'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration. Il est le représentant légal des membres du GIP RRC-RA. Le Président peut, dans le cadre d'une délégation, donner pouvoir au Directeur et au Coordonnateur pour assurer le fonctionnement et les dépenses afférentes ainsi que la représentation du RRC-RA auprès des organismes partenaires ou prestataires et auprès de l'administration.

TITRE 5 - LA DIRECTION

Outre les prérogatives qui lui sont dévolues et conformément à l'article 21 de l'avenant au Contrat Constitutif du GIP RRC-RA, le directeur participe hebdomadairement au conseil de gestion. Il rencontre l'équipe de coordination et participe aux réunions internes. Il est invité mensuellement aux réunions de Bureau. Le Directeur participe aux développements des missions du RRC-RA. Il intègre les comités consultatifs qui requièrent ses compétences, et représente le réseau au titre de son projet.

Afin d'assurer le fonctionnement du Réseau Régional de Cancérologie Rhône-Alpes, des délégations sont mises en place pour engagement et/ou règlement des dépenses.

TITRE 6- LA COORDINATION

CHAPITRE 6A - L'EQUIPE DE COORDINATION

Cette structure de coordination est organisée conformément à l'article 8.1 de l'avenant au Contrat Constitutif du GIP RRC-RA pour permettre la gestion du réseau, la communication, l'animation technique et la coordination de ses membres.

Conformément aux articles 17 et 18 de l'avenant au Contrat Constitutif du GIP RRC-RA, les mises à disposition de personnel sont contractualisées dans le cadre d'une convention établie entre le GIP RRC-RA et un établissement membre ou partenaire. Cette convention a pour objet de contractualiser les moyens en personnel, les moyens financiers, les rattachements administratifs et logistiques en lien avec la direction des ressources humaines dudit établissement.

Les salariés mis à disposition sont placés sous l'autorité du GIP RRC-RA qui définit les objectifs annuels de ces derniers dans le cadre des missions qui leur sont confiées. Le GIP RRC-RA, sous la responsabilité de son directeur, fournit au personnel mis à disposition, locaux, équipements et moyens de fonctionnement.

CHAPITRE 6C - LE CONSEIL DE GESTION

Le Conseil de gestion est en charge de préparer, entre autres, les instances délibératives et décisionnelles. Il délibère sur toutes les questions et prend toutes décisions relevant de la Direction et de la Coordination de réseau.

Cet organe est composé, au jour de l'approbation du présent règlement, du Directeur, du Coordonnateur, du Responsable S.I. et toutes autres personnes invitées selon les thématiques abordées.

TITRE 7- LES PARTENAIRES DU GIP RRC-RA

Les partenaires peuvent assister aux Assemblées générales et, en fonction du type de partenariat, disposent d'une voix consultative uniquement sur les actions qui relèvent dudit partenariat. Les partenaires ne peuvent pas être élus au Conseil d'administration.

Il existe deux catégories de partenaires :

CHAPITRE 7A - LES ETABLISSEMENTS PARTENAIRES CONTRIBUANT AU FONCTIONNEMENT DU RRC-RA.

De part son statut juridique de Groupement d'Intérêt Public, le RRC-RA ne peut être employeur. De fait, il se doit de faire appel à des établissements membres ou partenaires dans le cadre d'une convention de mise à disposition de personnel, ce, conformément aux articles 17 et 18 de l'avenant au Contrat Constitutif du GIP RRC-RA. Cette convention a pour objet de contractualiser les moyens en personnel, les moyens financiers, les rattachements administratifs et logistiques en lien avec la direction des ressources humaines dudit établissement.

CHAPITRE 7B - LES AUTRES PARTENAIRES CONTRIBUANT AUX PROJETS DU RRC-RA.

Le groupement dispose de partenaires publics ou privés qui peuvent être, notamment, les autres réseaux régionaux de cancérologie, les réseaux d'une autre spécialité, les industries pharmaceutiques. Un partenariat peut aussi être établi avec les hôpitaux des Armées dans la mesure où ceux-ci ne seraient pas membres du groupement.

Dans un souci de clarté et de transparence, chaque partenariat est formalisé par la signature d'une convention spécifique entre le présent groupement et le partenaire. La convention définit les modalités du partenariat, en conformité avec la charte de déontologie du réseau régional de cancérologie.

TITRE 8 - SIEGE

Le siège du groupement est situé à BIOPARC - 60 Avenue Rockefeller 69373 LYON Cedex 08. Les locaux sont occupés selon les termes définis dans le bail liant le propriétaire et le bailleur.

Fait à Lyon, le 23 Juin 2011

Le Président